

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

PÉTITIONS

RÉACTION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je souhaite déposer aujourd'hui, dans les deux langues officielles, la réponse à plusieurs pétitions.

* * *

DÉCRETS DE NOMINATION

DÉPÔT DES DÉCRETS ET RENVOI

L'hon. Doug Lewis (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Je souhaite aussi déposer, dans les deux langues officielles, un certain nombre de décrets concernant des nominations que le gouvernement a faites. Conformément aux dispositions du paragraphe 110(1), ces décrets sont renvoyés d'office aux comités permanents compétents dont la liste est annexée.

* * *

[Français]

ASSOCIATION PARLEMENTAIRE CANADA-EUROPE

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA DÉLÉGATION OFFICIELLE AU SUJET DE LA DIX-SEPTIÈME RÉUNION ANNUELLE DES DÉLÉGATIONS DE PARLEMENTS

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation officielle de l'Association parlementaire Canada-Europe au sujet de la 17^e réunion annuelle des délégations de parlements canadien et européen, tenue à Ottawa et à London du 1^{er} au 5 mai 1989.

[Traduction]

Madame la Présidente, ces réunions ont mis en lumière deux questions dont le rapport fait état. J'attire l'attention de la Chambre sur ces questions puisque le projet d'interdiction d'importer des fourrures en Europe a beaucoup préoccupé la Chambre l'an dernier.

Cette année, nous avons donc amené la délégation européenne à Wiebequi, une localité indienne du nord située à proximité de la baie d'Hudson, pour lui démontrer qu'une telle interdiction serait très injuste envers nos localités autochtones qui dépendent du piégeage pour vivre. Cette visite lui a donc permis de mieux connaître le piégeage qui est le gagne-pain des autochtones de cette région et du Canada, et elle nous a permis, en retour,

Présentation de projets de loi

d'obtenir du président du comité européen la promesse qu'il soumettra cette question, vue sous ce nouvel éclairage, au Parlement européen, à Bruxelles, ce mois-ci. Nous avons donc sa parole. Je crois que tous les députés ont tout lieu de s'en réjouir car les Européens se rendent compte vraiment que cette interdiction est préjudiciable à nos autochtones.

La question la plus controversée était celle du différend qui oppose le Canada et le Communauté économique européenne dans le dossier des pêches.

Les deux parties ont présenté leurs points de vue respectifs, la délégation canadienne faisant valoir l'urgente nécessité de conserver les stocks sinon il n'y aura plus de poisson à capturer à l'avenir. Les deux parties ont convenu finalement d'adopter une résolution conjointe demandant à leurs autorités respectives de trouver une solution au problème le plus tôt possible. Je précise qu'une partie de cette résolution stipule que la prochaine réunion des ministres des pays de la Communauté économique européenne et du Canada devrait accorder la priorité nécessaire aux pêches. Je signale que les ministres du Canada et des pays européens ont effectivement accéléré les choses. Nous demandons instamment que d'autres consultations aient lieu afin de résoudre ce problème.

* * *

[Français]

COMITÉ D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

PRÉSENTATION DES PREMIER ET DEUXIÈME RAPPORTS

M. Tom Wappel (Scarborough—Ouest): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter les premier et deuxième rapports du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation, dans les deux langues officielles.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet du rapport précité.]

* * *

LOI SUR LA RÉVISION DES LIMITES DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES

MESURE VISANT À CHANGER LE NOM DE LA CIRCONSCRIPTION DE RESTIGOUCHE

M. Guy H. Arseneault (Restigouche) demande la permission de présenter le projet de loi C-252, intitulé Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Restigouche.

La présidente suppléante (Mme Champagne) La Chambre permet-elle à l'honorable député de présenter ce projet de loi?